

## Troisième paquet ferroviaire

Suite à la position commune sur le "troisième paquet ferroviaire" adoptée par le Conseil le 24 juillet 2006, le Parlement européen s'est prononcé, en deuxième lecture, le 18 janvier dernier. Le paquet comporte trois documents :

- ♦ Une proposition de directive sur la libéralisation du transport international de voyageurs : si le Parlement a accepté la date de 2010 pour l'ouverture des liaisons internationales, il a en revanche rejeté la proposition du rapporteur, Georg Jazrzbowski (PPE, Allemagne) qui voulait l'étendre en 2017 à l'ouverture du transport national de voyageurs (la majorité qualifiée nécessaire de 399 voix a été manquée de 41 voix). Le cabotage (droit de transporter des passagers entre deux gares d'un même Etat membre à condition qu'il se situe sur une ligne internationale), ainsi que le droit de limiter les droits d'accès sur les lignes qui font l'objet d'un contrat de service public ou d'une concession sont reconnus. En revanche, les députés ont supprimé la clause prévue par le Conseil qui limite la libéralisation aux seules lignes internationales dont l'objectif principal est le transport international afin d'éviter une libéralisation subreptice par le biais du cabotage. Le rapport demande également à la Commission de présenter avant fin 2012 un rapport sur l'état de préparation à l'ouverture des lignes nationales. Il encadre également plus étroitement la possibilité d'utiliser la redevance prélevée sur des lignes nationales qui sont sur des parcours internationaux pour financer les obligations de service public d'autres lignes. Tous les opérateurs nationaux devront y être soumis.

- ♦ Une proposition de directive sur la certification des conducteurs de trains : le rapport de Gilles Savary (PSE, France) a été adopté avec des amendements par rapport à la position commune du Conseil. Il prévoit, notamment, la certification du personnel de bord à laquelle est opposé le Conseil (mais pas la Commission), ainsi que le remboursement des frais de formation supportés par une compagnie en cas de départ volontaire du conducteur.

- ♦ Une proposition de règlement sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires : le rapport du député Dirck Sterckx (ALDE, Belgique) demande que le règlement s'applique également aux voyageurs internationaux et nationaux. Une phase de transition de dix ans maximum est également proposée pour les nouveaux Etats membres.

Même si l'ouverture du trafic national a été rejetée, le "paquet" devra faire l'objet d'une procédure de conciliation et c'est à la Commission qu'il revient de jouer le rôle de médiateur. Voir également bulletins 201/202, 186 et 181

## Aides d'Etat

- ♦ La Commission a adopté, le 12 décembre dernier, le nouveau règlement *de minimis* sur les aides aux entreprises. Il porte à 200 000 euros (sur trois ans) le plafond des aides aux entreprises qui ne sont pas soumises à une obligation de notification préalable. Les garanties de prêts seront également couvertes en dessous de 1,5 millions d'euros.

.../...

## Third railway package

Following the common position on the "third railway package" adopted by the Council on 24<sup>th</sup> July 2006, the European Parliament voted its decision in second reading, on 18<sup>th</sup> January 2007. The package comprises three documents:

- ♦ A Directive proposal on the liberalisation of international passenger transport: whereas the Parliament accepted 2010 as the date for the opening of international connections it, on the other hand, rejected the proposal by the rapporteur, Georg Jazrzbowski (EPP, Germany), who wanted to prorogue it to 2017 with the opening of national passenger transport (the necessary qualified majority of 399 votes fell short of 41 votes). Cabotage (the right to transport passengers between two stations within the same Member State provided that they are located on the same international line), as well as the right to restrict access rights to lines which are part of a public service contract or of a concession, are recognised. On the other hand, Members of Parliament withdrew the provision envisaged by the Council which limited liberalisation exclusively to those international lines whose principal objective is international transport, in order to avoid a surreptitious liberalisation by means of cabotage. The report also requires the Commission to submit a progress report, before the end 2012, on the preparation to the opening of national rail lines. It also defines, more closely, the possibility of utilising charges levied on national rail lines which are situated on international axes to finance public service obligations of other lines. It shall apply to every operator.

- ♦ A Directive proposal on the certification of locomotive drivers: the report by Gilles Savary (PSE, France) was adopted with some amendments on the common position of the Council. It, in particular, envisages the certification of the train crew to which the Council is opposed (but not Commission), as well as the refunding of training expenses, borne by the company, in the event of a voluntary departure of the driver.

- ♦ A regulation proposal on the rights and obligations of railway passengers: the report by the deputy Dirck Sterckx (ALDE, Belgium) requires that the regulation should also apply to the international and national passengers. A transitional period of a maximum of ten years is equally suggested for the new Member States.

Even though the opening to competition of national traffic was rejected, the "package" will have go through a reconciliation procedure, with the Commission taking up the mediation role. See also bulletins 201/202, 186 and 181.

## State aid

- ♦ On 12<sup>th</sup> December 2006, the Commission adopted a new *de minimis* regulation on state aid to enterprises. It raises to 200.000 euros (over three years) the ceiling of assistances to companies at which there will be no obligation of prior notification. Loan guarantees will also be covered to the extent that the loan does not exceed 1,5 million euros.

.../...

Les aides aux entreprises en difficulté et celles dont le montant ne peut être calculé à l'avance sont exclues "pour éviter de fausser la concurrence". Ce règlement entrera en vigueur en janvier 2007 à l'expiration de celui du 12 janvier 2001.

♦ Selon le tableau de bord des aides d'Etat en 2005, le montant total des aides attribuées dans l'UE est de 63,8 milliards d'euros (6% du PIB de l'UE), en faible diminution par rapport à 2004 (65 milliards), ce que regrette la Commission, qui salue néanmoins leur réorientation vers des objectifs plus horizontaux (environnement, emploi, PME, recherche et développement).

---

## Charges et coûts administratifs

La Commission a adopté le 24 janvier dernier un programme d'action visant à réduire de 25% d'ici 2012 les contraintes et charges administratives qui pèsent sur les entreprises. Ce programme, qui s'inscrit dans le processus "Mieux légiférer", vise à identifier et mesurer les obligations d'information auxquelles sont soumises les entreprises dans treize secteurs prioritaires : la législation pharmaceutique, l'environnement professionnel/les relations de travail, les impôts/la TVA, les statistiques, l'agriculture et les subventions, la sécurité alimentaire, les transports, la pêche, les services financiers, l'environnement, la politique de cohésion, les marchés publics. La Commission commencera sa campagne de mesures des coûts d'information à l'été 2007 pour l'achever fin 2008 ; le travail se fera en liaison avec les Etats membres et sera mené chez les Vingt Sept. Dans le cadre d'une procédure accélérée, dix mesures concrètes pourraient être présentées au Conseil européen de mars prochain ; elles concernent le droit des entreprises, l'agriculture, les statistiques, les transports, l'hygiène alimentaire (voir également bulletins 208 et 206).

Le document, uniquement en anglais, peut être consulté sur [http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better\\_regulation/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better_regulation/index_en.htm)

---

## Cour de justice

Dans un arrêt C-220/05 du 18 janvier 2007, la Cour dit qu'une convention entre un pouvoir adjudicateur et un second pouvoir adjudicateur visant le réaménagement urbain d'un quartier d'une ville constitue un marché public de travaux. Une telle convention est, dès lors, soumise aux règles communautaires de passation des marchés publics si elle dépasse le seuil applicable et la valeur du marché doit être déterminée en considérant le volume global de l'opération (montants à payer et recettes). Le premier pouvoir adjudicateur n'est pas dispensé des procédures de passation de marché public "au motif qu'en droit national, cette convention ne peut être conclue qu'avec certaines personnes morales, qui ont elles-mêmes la qualité de pouvoir adjudicateur et qui seront à leur tour tenues d'appliquer les mêmes procédures pour passer d'éventuels marchés subséquents".

En 2002, la ville de Roanne (France) avait décidé de créer un pôle de loisirs et dans ce but engagé une société d'économie mixte d'aménagement (SEDL) pour réaliser l'opération. En 2005, la Cour est saisie sur l'interprétation de la directive portant coordination des procédures de passation de marchés publics (93/37/CEE), en particulier la question de savoir si l'engagement de la SEDL constitue une attribution de marché public de travaux devant faire l'objet d'un appel d'offres.

Assistances to companies undergoing difficulties and aid whose amount cannot be evaluated in advance, are excluded in order "to avoid competition distortion". This regulation comes into effect in January 2007, on the expiration of that of 12<sup>th</sup> January 2001.

♦ According to State aid indicators for the year 2005, the total amount of State aid allotted throughout the EU was 63,8 billion euros (6% of the EU's GDP), slightly lower than that for 2004 (65 billion), the Commission regrets this but welcomes the reorientation of such aid towards more horizontal objectives (environment, employment, SME, research and development).

---

## Administrative burdens and costs

On 24<sup>th</sup> January 2007 the Commission adopted an action plan aiming to reduce by 25% administrative constraints and burdens which weigh on companies, by the year 2012. This program, which is part of the "Better Regulation" process, aims to identify and measure information obligations to which companies in thirteen priority sectors are subjected: the pharmaceutical legislation, working environment/employment relations, tax law/VAT, statistics, agriculture and agricultural subsidies, food safety, transport, fisheries, financial services, environment, cohesion policy, public procurement. The Commission will launch a measurement campaign on the costs of information starting from Summer 2007 and which will last until end 2008; the campaign will be conducted in conjunction with Member States and will be undertaken throughout the Twenty Seven members. Through a fast track procedure, ten concrete measures could be presented at the next Spring European Council; they concern company law, agriculture, statistics, transport and food safety (see also bulletins 208 and 206).

The document is available, in English only, at: [http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better\\_regulation/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/regulation/better_regulation/index_en.htm)

---

## The Court of Justice

In its ruling C-220/05 of 18<sup>th</sup> January 2007, the Court says that an agreement between a contracting authority and a second contracting authority aiming at the redevelopment of an area in a town, constitutes a public works contract. Consequently, such an agreement is subject to Community rules for the awarding of public contracts where it exceeds the relevant threshold and its market value is to be determined by taking into account the overall volume of the development project, (costs and revenues). The first contracting authority is not exempt from the procedures for the awarding of public works "on the ground that, in accordance with national law, the agreement may only be concluded with certain legal persons who, themselves, have the capacity of a contracting authority and who will, in turn, be required to apply those procedures to the award of any subsequent contracts".

In 2002, the town of Roanne (France) had decided to construct a leisure centre and engaged a semi-public development company, (SEDL). In 2005, the Court was asked to interpret the directive on the coordination of procedures for the award of public works contracts (93/37/EEC), in particular, whether the engagement of SEDL constituted the award of a public works contract which must be undergo a call for tender in accordance with the directive.